

Vers un Capitalisme Vertueux

piloté par le peuple,
et non plus par les rentiers

Par Dominique Gagnot

Novembre 2014

En préambule, il est essentiel de bien comprendre un point capital : Pourquoi le chômage augmente sans cesse.

Outre les délocalisations et importations des pays à bas coûts, le travail disparaît car partout on remplace l'homme par la machine, dès que cela devient possible. Ce qui en soi serait une bonne chose, si on n'envoyait pas l'homme au chômage...

Et c'est le système capitaliste des rentiers qui veut ça, car cela permet d'augmenter la rentabilité... pour les rentiers et eux seuls.

Examinons le problème :

Au fur et à mesure que le Capital (la machine) remplace le Travail, la rente du Capital augmente, alors que les revenus du Travail diminuent.

Or, le pouvoir d'achat, de tout ce qui est produit, est constitué de revenus du Capital, et de revenus du Travail.

– Si les revenus du Travail diminuent, la consommation de la population qui vit uniquement de son travail diminue.

– Si les revenus du Capital augmentent, la consommation de la minorité qui vit du Capital augmente, certes.

Mais il arrive un moment où la consommation de cette minorité sature! Ses besoins, même très élevés, n'entraînent pas de consommation suffisante pour compenser la baisse de consommation du plus grand nombre qui vit du travail.

Et donc faute de débouchés suffisants, la production, et donc le travail, sont réduits.

Ce qui comprime encore le pouvoir d'achat des travailleurs et chômeurs. Un cercle vicieux s'enclenche alors.

C'est pour cela que nous sommes en « crise » depuis 1973 !

Dans le même temps:

– les propriétaires du Capital accumulent un surplus de liquidités qu'ils doivent placer, à défaut de les consommer. Et donc ils achètent du Capital physique: des entreprises encore profitables, de l'immobilier, des mines, des matières premières, des œuvres d'art, des bijoux, de l'or, de la dette(!)... bref, tout ce qui a une valeur durable.

– les travailleurs/chômeurs au contraire s'endettent.

A la longue, les propriétaires accumulent le Capital physique, tandis que les travailleurs/chômeurs s'appauvrissent.

Conclusion: le Progrès permet de remplacer le Travail par le Capital, mais comme la consommation des propriétaires du Capital ne compense pas celle du Travail toujours en diminution, la machine économique se grippe.

Le seul moyen de résoudre ce problème est de faire que la rente du Capital revienne à l'ensemble de la société.

Mais comme il est impossible de taxer les propriétaires du Capital sans qu'ils ne retirent leur capital du système, **la seule manière de faire est de transférer le Capital à la collectivité!**

Quand je dis transférer le Capital à la collectivité, je ne dis pas spolier les propriétaires!

Il y a beaucoup mieux à faire...

... C'est de créer une masse monétaire, de montant identique à la valeur du Capital physique, permettant à la collectivité de le racheter.

L'argent ainsi injecté dans l'économie sera du pouvoir d'achat que les ex propriétaires ne pourront que consommer, ou investir dans de nouvelles entreprises, puisque ils ne pourront le replacer dans du capital physique, qui désormais est propriété de la collectivité.

Par ailleurs, la collectivité pourra tirer du capital physique une **rente gigantesque, qui permettrait de financer un Revenu de base** (remplaçant les revenus du travail disparu), sortir les pauvres de la misère, financer des services publics, etc, etc.

Enfin, pour éviter que les ex-propriétaires ne polluent/gaspillent des ressources limitées en dépensant leur fortune, ces ressources (pétrole, etc....), devront aussi être gérées par la collectivité...

Se pose ensuite **le problème essentiel**, qui est celui de la **représentation de la collectivité, par son gouvernement.**

Il est évident que la forme actuelle de gouvernement de nos pays dits «évolués» est parfaitement inadéquate. Mais c'est un autre sujet.

Juste pour faire réfléchir: Aurait-on idée de recruter les hauts dirigeants d'entreprises, (même petites) par un système d'élections bonimentées ...?

Vers un Capitalisme Vertueux

piloté par le peuple,
et non plus par les rentiers

Par Dominique Gagnot
Novembre 2014

*Voici un système économique ou il n'y a ni taxes ni impôts! Et pourtant on peut financer tout le nécessaire! De plus, sans l'y contraindre, chacun a intérêt à entreprendre, à travailler ... ou pas, si le nécessaire, apporté par un Revenu de base, lui suffit.
De plus, les « riches » ne sont pas spoliés. Par contre ils ne peuvent plus tirer de rente de leur capital. C'est tout. Car ce serait la société toute entière qui profiterait de la rente, rente qui fait tourner le système! Vous ne le croyez pas ? Lisez ce qui suit...*

Voici 2 siècles que l'humanité toute entière pédale dans le capitalisme, guidée par des « experts » enthousiastes. Croissance ! Compétitivité ! clament- ils sans cesse, sans jamais se demander **où cela pouvait bien mener**, trop occupés qu'ils sont à pédaler, encouragés par les premiers du peloton qui, eux, en profitent bien.

Cela peut paraître incroyable, mais on n'y a encore jamais réfléchi ! Du moins on refuse de prendre en compte de telles réflexions, en particulier celles dont les résultats furent publiés par le club de Rome, en 1972.

Donc, ça y'est, nous y sommes, nous avons atteint le bout du chemin ! Mais les « experts » pédalent toujours. Ils n'ont pas encore admis que nous pédalions dans un triple borbier : financier, social et écologique, dont il faudra bien sortir.

Certains commencent à se gratter la tête. Tout le monde cherche. Hélas, pas d'issue à l'horizon. Ils ne veulent pas y penser, mais il va bien falloir envisager de couper à travers la montagne pour rejoindre une autre vallée, avec tous les risques que cela comporte.

De plus on ne sait trop à quoi pourrait ressembler le nouvel itinéraire. Une seule certitude :

Il nous faut changer de direction pour ne pas avoir à être confrontés à pire encore. Et surtout ne plus écouter les « experts » des siècles passés, qu'une seule chose préoccupe : Reprendre la course. Peu leur importe la destinée, fut-elle catastrophique.

Rappelons quelques vérités :

Le pouvoir réel est à ceux qui possèdent les Ressources essentielles, irremplaçables, et qui contrôlent aussi la

monnaie. Ceux là ne pensent qu'à eux, c'est humain, et à rien d'autre sauf si le pouvoir politique les y contraint, parfois.

Or, depuis quelques décennies, la classe politique a abandonné la défense de l'intérêt général, pour passer du côté de ceux qui ont le magot. Ils ont trahi leur mission.

Faute d'idées, ils se sont mis à la remorque des « experts », qui guident la course, collés aux premiers. C'est plus sur...

Tout ce beau monde se détache du peloton ou les chutes se font toujours plus nombreuses.

Rappelons ce que sont les ressources essentielles, irremplaçables :

Le territoire, l'air, l'eau, les espaces cultivables, l'énergie, les matières premières, les infrastructures, tout ce qu'ont construit nos ancêtres, nos connaissances et savoir faire, et aussi les immeubles et les grandes entreprises qu'il est impossible de multiplier. Grandes entreprises qui seules sont capables de réaliser toutes ces choses qui permettraient de nous affranchir des contraintes matérielles, ou presque, pour enfin accéder au temps libéré...

Encore faudrait il que nous le voulions...

Quand on pédale sans autre objectif que de pédaler toujours plus fort, on a toutes les chances de gaspiller les ressources. Ce qui est fâcheux sur une planète limitée. On voudrait provoquer la fin du monde, que l'on ne s'y prendrait pas autrement.

Le pire est que c'est voulu : C'est en effet le moyen pour ceux qui sont en tête de course de conserver leurs avantages sur le reste du peloton, d'autant plus facilement

qu'ils sont... avantagés, puisque détenant l'essentiel des ressources!

Envisager autre chose que de faire pédaler le peloton dans une course stupide leur est donc inacceptable. D'où le refus de toute alternative à cette folie.

La compétition est encouragée dès le plus jeune âge, au prétexte qu'il s'agirait d'une valeur fondamentale. Et entretenue, glorifiée, tout au long de l'existence, partout. C'est d'autant plus facile que l'homme est prédisposé au combat. Nos ancêtres ont dû se battre durant des millénaires, pour défendre leur territoire...

De plus, pendant qu'il pédale, le peuple ne pense pas. Il cherche à ne pas tomber, ou à doubler son concurrent. S'arrêter pour réfléchir est un luxe inaccessible pour la plupart. Luxe que l'on cherche à mettre définitivement hors de sa portée à travers la précarisation de l'emploi, ou le recul de l'âge de la retraite. D'autres pensent à sa place...

Voyons le bilan des 225 années écoulées depuis que le « peuple » a repris le pouvoir aux rois.

Si le « niveau de vie » s'est incontestablement élevé pour une minorité, les autres sont restés dans la misère, ou y retournent.

Les ressources de la planète ont été saccagées.

L'atmosphère et les océans ont été souillés à un point tel que la survie de notre espèce est incertaine.

Le moins que l'on puisse dire est que le peuple a été bien mal conseillé.

Pourquoi donc ?

Disons simplement que **le peuple s'est fait berné par ceux qui, dans la Constitution de 1789, ont sacralisé la propriété privée et la liberté individuelle, sans du tout considérer l'intérêt général.** A leur décharge, la situation politique, économique, écologique et sociale, n'était en rien comparable à celle d'aujourd'hui.

On a raconté que tout le monde pouvait devenir riche, grâce à leur système. Tout le monde pouvait être premier ! Egalité des chances ! Quelque soient les conditions de départ. Comme si les ressources étaient infinies, et les territoires étanches afin d'éviter que ces ressources ne partent toujours aux mêmes endroits.

Et le bon peuple, toujours enclin au rêve, a cru en cette fable racontée par des « experts » dont elle simplifiait bien le travail. Compétitivité ! Croissance ! Entreprise ! Leur vocabulaire se réduit à ces trois mots.

Les médias qui répandent spontanément leur « bonne parole », puisqu'ils en vivent, nous la rentrent dans le crâne, tous les jours, toute l'année.

Donc nous y sommes, dans le borborygme. Alors que faire ?

Il y a 2 options principales (si l'on exclue celle de continuer...):

- Soit le peuple reprend le contrôle de la politique abandonnée aux « élites », et laisse encore à d'autres le soin de gérer les ressources, mais en les obligeant à prendre en compte les contraintes naturelles et sociales.

- Soit le peuple prend directement le contrôle des ressources qu'il devra gérer

(avec la responsabilité de déléguer les tâches, et non plus de les abandonner...)

Imaginons que le peuple souverain se réapproprie les ressources essentielles et indispensables, actuellement privées, en les achetant avec une monnaie qu'il aurait lui-même créée.

La valeur des choses à racheter, dans le cadre de la réappropriation des ressources essentielles, serait déterminée par la « loi du marché » dans le nouveau système.

Appelons cette monnaie le D (comme démos) et, pour faire simple, on dirait 1 D = 1 euro.

On créerait une masse monétaire de montant égal à la valeur des biens à racheter.

La monnaie serait un bien commun au même titre que les ressources.

Voici quelques illustrations:

Un appartement de valeur 100 000 euros serait acheté 100 000 D à son propriétaire. Si le propriétaire est occupant, il en deviendrait locataire à durée indéterminée, avec les mêmes privilèges que lorsqu'il en était propriétaire. Excepté la possibilité de revente, et aurait à payer un loyer à la collectivité.

La valeur des grandes entreprises serait estimée au cas par cas, relativement au nouveau système.

Une entreprise ne générant que de la pollution (pub, finance,...) aurait la valeur de ses murs.

Les banques seraient achetées à la valeur de leur capital réel. La valeur liée à leurs opérations serait nulle, puisque l'argent serait exclu du marché.

Les anciens propriétaires (actionnaires) seraient ainsi dédommagés.

La collectivité devenue propriétaire des ressources, pourrait alors les utiliser dans l'intérêt général, pour répondre à des objectifs sociaux et écologiques, et non plus « pour faire du fric ».

Les revenus très importants tirés des loyers et des bénéfices des entreprises socialisées, pourraient **financer un Revenu de base et toutes sortes d'activités utiles au bien commun...**

Les ex-propriétaires disposeraient d'un stock de liquidités, du fait de la vente de leurs biens, liquidités qu'ils pourraient dépenser pour vivre confortablement, ou investir dans des entreprises compatibles avec les contraintes sociales et écologiques, avec éventuellement le soutien de la collectivité.

Il s'agirait là d'une forme de **capitalisme vertueux** piloté par la collectivité, par le biais des ressources dont elle aurait le contrôle exclusif.

Pour profiter au mieux des biens communs, chacun sera conduit à en offrir le meilleur prix, et donc à spontanément financer au mieux l'Etat !

Légaliser un tel système suppose de réunir une Assemblée constituante, pour écrire une Constitution enfin adaptée au contexte de notre époque, qui est sans grand rapport avec celui de 1789, si ce n'est que les rois ont été remplacés par les grands fortunés...

En particulier on y gravera que les ressources essentielles ou polluantes sont des biens communs exclus de la propriété privée. La collectivité en assurera la gestion, dans l'intérêt des générations présentes et futures.

De plus, par cette Assemblée constituante, le peuple reprendra le pouvoir des mains

de l'élite autoproclamée, qui le lui a volé à travers des simulacres d'élections dites démocratiques, alors que le système politique, médiatique et financier choisit - de fait - les élites que le peuple devra élire... pour la forme.

Comment faire en pratique ?

Les peuples doivent chacun reprendre leur souveraineté nationale, à travers une **Constitution prévoyant la propriété collective des ressources essentielles**, et en vue de s'unir aux autres nations dans une Constitution mettant en commun l'ensemble de leurs ressources.

En 1789 le peuple a pris le pouvoir politique.

Aujourd'hui il doit prendre le pouvoir économique !

Foire aux questions, pages suivantes...

Foire aux questions

Cette monnaie ne vaudra rien puisqu'elle est issue de la planche à billets ! ?

Non. Sa valeur est celle des produits/services bien réels qu'elle permet d'acheter et qui, à l'origine du système sont propriété de la collectivité, - et non de propriétaires privés - qui seraient autrement avantagés par l'inflation provoquée par l'injection de monnaie initiale. Dans notre système cette inflation initiale est sans conséquence néfaste.

OK mais votre système ne fonctionne que si les autorités sont honnêtes ! Or tout ce qui repose sur la « vertu » dérape.

Et vous avez bien raison!

Il faut distinguer les problèmes et, en l'occurrence, faire en sorte que ceux qui décident soient « vertueux » est un autre problème, certes essentiel. Mais en quoi le problème de la « vertu » serait-il différent dans ce nouveau système? Au contraire, plus c'est simple, moins il y a de risques !

Aujourd'hui, dans les grosses entreprises privées, ou les banques, le vol est carrément légal ! Regardez les salaires des hauts dirigeants, les retraites chapeau, les bonus, les primes... les revenus astronomiques du capital, qui échappent à l'impôt grâce à « l'optimisation » fiscale (qui est légale).

Sinon, comment faire avec la fraude? Et bien sûrement pas comme actuellement, et cela reste à inventer. Il est un point important: que tout soit publié, et que n'importe qui puisse examiner.

En tous les cas, ce n'est pas un point bloquant, ...

Je suis artisan plombier, je travaille avec 2 employés. Je suis propriétaire d'une maison que mes enfants voudraient garder. Que se passera-t-il pour moi avec le nouveau système, et au moment de mon décès ?

Avec le nouveau système, l'Etat va vous racheter votre maison et les murs de votre entreprise à leur valeur du marché, dans la nouvelle monnaie, le D. **Vous recevrez donc une importante somme d'argent, que vous pourrez investir si vous le souhaitez pour développer votre entreprise, ou autre.**

Bien sur vous conservez votre maison et votre entreprise, et pouvez jouir de la même liberté qu'aujourd'hui.

En contrepartie :

Vous aurez à payer à l'Etat un loyer mensuel, pour votre maison et votre entreprise, dans la même nouvelle monnaie, calculé d'après les prix du marché.

Vous recevrez un Revenu de base, le même que pour tous les citoyens, qui financera tout ou partie de votre loyer.

Pour le fond de commerce de votre artisanat de plomberie, cela ne change rien. Vous pouvez le vendre librement et votre successeur reprendra la charge du loyer à votre place. Si vous souhaitez quitter votre maison, nous ferons un état des lieux à votre départ, comme pour toutes les locations.

A votre décès, vos enfants pourront librement reprendre votre maison et entreprise, en prenant la charge des loyers. Et céder l'entreprise s'ils le souhaitent.

Je suis propriétaire d'un appartement de 500m² dans le 7^{ème} arrondissement de Paris, que j'occupe. Que se passera-t-il pour moi avec le nouveau système, et au moment de mon décès ?

Avec le nouveau système, l'Etat va vous racheter votre appartement en fonction de la valeur du marché de la location, dans la nouvelle monnaie, le D. **Vous recevrez donc une importante somme d'argent, que vous pourrez investir si vous le souhaitez pour développer une entreprise, ou autre.**

Bien sur vous conservez votre appartement, et pouvez jouir de la même liberté qu'aujourd'hui, en tant que propriétaire.

En contrepartie :

- Vous aurez à payer à l'Etat un loyer mensuel, pour votre appartement, dans la même nouvelle monnaie, calculé d'après les prix du marché.
- **Vous recevrez un Revenu de base, le même que pour tous les citoyens.**

Si vous souhaitez quitter votre appartement, nous ferons un état des lieux à votre départ, comme pour toutes les locations.

A votre décès, vos enfants pourront librement reprendre votre appartement, en prenant la charge des loyers.

Je suis locataire d'un appartement de 500m² dans le 7^{ème} arrondissement de Paris, que j'occupe. Que se passera-t-il pour moi avec le nouveau système, et au moment de mon décès ?

Vous devrez verser vos loyers à l'Etat, qui aura racheté votre appartement à votre ancien propriétaire. A votre décès, une agence de location prendra en charge l'appartement.

Que se passera-t-il pour les sociétés cotées en bourse, situées sur le sol français ?

L'Etat rachète la partie immobilière.

L'activité située sur le sol français sera évaluée selon des critères marchands relatifs au nouveau système, et rachetée entièrement par la collectivité. Ainsi une entreprise de secteurs d'avenir, comme ceux liés à l'écologie, au développement durable, aux énergies nouvelles, etc. bénéficiera d'une surcote par rapport à sa valeur actuelle. Inversement pour certaines, qui ne seront pas rachetées car leur marché est voué à disparaître.

Je souhaite créer une entreprise, et lever des fonds relativement importants. Comment est ce possible ? L'Etat ne risque t'il pas de m'en exproprier ?

Vous pourrez créer votre entreprise, et lever des fonds tout comme aujourd'hui, en bourse si vous le souhaitez. Il y aura toujours un marché du neuf et un marché de l'occasion, ou seules les entreprises privées seront cotées, une seule fois par jour.

Il sera aisé de lever des fonds puisque beaucoup d'argent autrefois immobilisé, sera disponible.

L'Etat ne pourra user de son droit de préemption sur votre entreprise durant votre vivant. Si vous souhaitez la revendre, l'Etat sera prioritaire. La valeur sera déterminée selon différents critères encore à définir, semblables à ceux pris en compte par le marché.

Les entreprises de faible capital (artisans, petits commerce...) pourront se vendre librement.

Dans tous les cas la partie immobilière sera achetée par l'Etat.

Je souhaite réaliser d'importantes campagnes publicitaires pour faire connaître mes produits. Cela sera-t-il possible ?

Non, ce ne sera plus possible de faire connaître vos produits de cette manière, car cela défavorise vos concurrents qui ne disposent pas de vos budgets. De plus ce type de publicité entraîne une escalade qui est source de gaspillage. Dans l'ancien système, le secteur de la publicité coûtait de l'ordre de 1000euros/foyer/an !

Un site internet destiné à faire connaître les produits, et en particulier les nouveautés, sera à disposition des fabricants et distributeurs. Rien n'est encore fait.

Il sera toujours possible de faire connaître de nouveaux produits par la presse, mais cela sera encadré par la loi, pour éviter toute escalade publicitaire source de gaspillage et de nuisances.

Je souhaite rénover un château inhabitable. Est-ce possible, et qui aura la propriété du château ?

Vous devrez louer la propriété, incluant le château, à la collectivité. Les loyers seront peu élevés s'il se situe dans une région peu habitée.

Les travaux sont à votre charge, et vous recevrez une aide des monuments historiques.

Une fois le château rénové, vous pourrez le conserver pour le même loyer. Vous pourrez aussi le libérer. Dans ce cas vous percevrez de la collectivité une plus value correspondant à celle que vous aurez apportée. Elle tiendra compte de la nouvelle valeur locative, ou encore de la plus value que vous aurez apporté à ce monument historique.

Je souhaite construire un immeuble. Est-ce possible, et qui en aura la propriété ?

Vous aurez à louer le terrain et construire l'immeuble, qui vous sera racheté par la collectivité à un prix fonction du marché de la location, à moins que vous ne souhaitiez l'occuper vous-même.

Dans tous les cas il sera propriété de la collectivité qui en percevra les loyers.

J'ai une maison que l'Etat me rachète à sa valeur du marché immobilier. C'est un bien que je tiens de ma famille d'une valeur relativement élevée, que mes revenus ne pourraient pas me permettre de conserver si je devais payer ce loyer. L'Etat me verse mon Revenu de base. Si le loyer qu'il me réclame est trop élevé, comment votre système s'en sort-il ? Estimez-vous que j'utilise le capital reçu pour compenser le petit revenu de base que je reçois, jusqu'à ce qu'il soit dépensé ? Et quand mon capital s'est évaporé, je fais quoi ? On met un logement social à ma disposition et on confie ma maison à un plus riche qui a les moyens de payer le loyer ? Puis-je prêter mon capital à l'Etat pour en retirer des revenus ? A combien de pour cent ? Ou est-ce que mon loyer va diminuer sans cesse ? Dans une société où l'emploi diminue sans cesse, quelle chance aurai-je dans votre société de trouver un boulot pour générer des revenus supplémentaires me permettant satisfaire mon besoin de vivre avec un peu plus que le minimum vital sans voir mon capital s'évaporer ? Car au final, si mon capital s'évapore, il change de poche en coulant dans celle d'un plus riche ! Est-ce équitable à long terme ?

Oui c'est bien ça, mais dans « mon » système l'emploi ne disparaît pas, bien au contraire, et vous aurez des possibilités, lisez la suite...

Si cette maison a une trop grande valeur, il vous faudra en effet des revenus

supplémentaires pour en assurer le loyer, ou encore utiliser le capital que vous aurez reçu, qui permettrait à priori de payer le loyer durant plusieurs décennies. (Logiquement, le loyer dépend du marché de la location du nouveau système, et le capital du marché immobilier dans le système actuel. Ce qui reste à préciser...) A défaut la collectivité pourrait louer cette maison à quelqu'un d'autre. Toutefois de sorte à adoucir la transition, on pourrait éventuellement prévoir temporairement (sur une génération ?) des droits particuliers à la famille... Cela reste à étudier, nous n'en sommes pas là. Mais s'il s'agit du château de Versailles, ne vous faites quand même pas trop d'illusion !... Par ailleurs, le bâti pourrait être considéré comme capital privé, pour la génération l'ayant réalisé... Seul le terrain (ressource collective) serait capital collectif. Ce qui en réduirait le loyer.

Pour ce qui est de l'emploi, contrairement à aujourd'hui, il ne disparaîtrait pas de sitôt:

L'emploi remplacé par des robots disparaît, bien sur. Mais d'autres emplois motivés par les immenses besoins écologiques et sociaux, (et non plus par le seul profit), apparaîtraient, justifiant une rétribution supplémentaire au Revenu de base. Tant que tous les besoins écologiques et sociaux n'auront été satisfaits, il y aurait donc des emplois en quantité.

Pour ce qui est des revenus associés à ces emplois, leur calcul serait très différent de ce qu'il serait dans le système actuel, car sans rapport avec un profit financier, puisque le profit n'est plus le seul moteur du système. Cela reste à étudier, de sorte à motiver les employés...

Dans le système actuel, la production de richesses est limitée par la solvabilité de la demande, et non pas par les capacités de production (qui y sont adaptées). On voit là toute son absurdité : Plus l'outil de production provient du capital (des machines), c'est-à-dire plus il est efficace, moins il faut produire, puisque la demande solvable disparaît avec le travail! Vous avez bien lu : plus nous sommes capable de nous enrichir, plus on s'appauvrit!

Ou encore : il est voulu par le système que nous devenions pauvres, car devenus inutiles aux propriétaires, alors que jamais nous n'avons été en capacité de produire autant de richesses!

Dans le système que je propose, la collectivité étant propriétaire, elle peut décider de produire pour satisfaire les besoins réels, sans considération de profit, en considérant seulement la bonne gestion des ressources collectives (et non plus en les pillant)

Comment avec mon revenu de base et un marché de l'emploi bouché, puis-je espérer améliorer mon niveau de vie?

Est-ce l'Etat qui en décidera pour moi?

Non, pas du tout ! Il vous sera offert quantité d'emplois, comme expliqué plus haut. C'est à vous de choisir ce qui vous convient!

Vous dites que les revenus du capital seront gigantesques et qu'ils suffiront à distribuer des revenus à tout le monde sans prélever d'impôts. Avez-vous calculé à combien s'élèverait le revenu de base ? Simplement prétendre que cela suffira est un peu court!

Oui, ils seront gigantesques car constitués de l'ensemble des revenus du Capital, Capital en totalité possédé par la collectivité, et toujours plus productif grâce aux robots.

A supposer que l'ensemble du travail productif, (travail dont le produit est destiné à être vendu), soit réalisé par des machines et quasiment sans travail, c'est quasiment le PIB du pays qui reviendrait à l'état.

Et l'état ne peut que redistribuer ces revenus (et non accumuler comme le font les propriétaires privés), pour financer ce qu'il sera décidé de financer: Revenu de base, emplois à finalités écologiques et sociales sans impératif de profits, services publics : santé, enseignement, etc. etc. etc. Il n'y a pas de limite à priori.

Si les revenus du capital sont de 1000 milliards d'euros en France (ordre de grandeur à la grosse louche), les revenus de l'état seront de 1000 milliards.

En fait tout se passe comme si la population entière était actionnaire de l'outil de production. Et, tout comme les actionnaires actuels, cette population vit des revenus du capital, qui lui servent à acheter ce que produit ce capital. L'argent circule ainsi, et ne disparaît pas!

La population (comme actuellement les seuls rentiers) peut donc travailler (ou pas) à des choses sans rapport avec l'outil de production, et non plus être au chômage forcé...

Du fait que la collectivité maîtrise l'affectation de ces revenus, on peut

décider de développer tel ou tel domaine, sans qu'il soit nécessaire que le travail induit soit productif, ou encore financer un Revenu de base.

Avez-vous pensé aux possibilités de perversion de votre système par les gens qui inévitablement chercheront à tirer les marrons du feu partout où ils trouveront des failles.

Bien sur qu'il y a possibilité de perversion. C'est une question à étudier dans tous les cas. Notez que dans le système actuel la perversion est institutionnelle puisqu'il est permis de s'enrichir, et énormément, sans cause !...

En fin de compte, il me semble que votre proposition s'intéresse principalement à essayer d'empêcher les dérives actuelles, sans démontrer que d'autres dérives puissent les remplacer.

Est-ce fondamentalement plus simple que de rechercher un mécanisme plus équitable de partage des richesses ?

Ma proposition va beaucoup plus loin que de corriger les dérives actuelles, puisque l'exclusion par le chômage est impossible, la fraude fiscale aussi impossible puisqu'il n'y a plus d'impôt, de plus la vocation de l'économie est enfin de résoudre les questions écologiques et sociales, et non plus de maximiser des profits utilisés à subtiliser des ressources collectives, etc. C'est infiniment mieux que actuellement : En effet, le Pouvoir est toujours **de fait** au Capital (comme le prouve l'Histoire). Si le Capital est aux mains d'une minorité de propriétaires, ceux-ci ont de fait le Pouvoir sur les politiques! Sauf à contraindre la circulation des capitaux... ce qui, fatalement, est plus compliqué que de les contrôler directement, comme je le propose.

Quelle est la différence entre votre proposition et une nationalisation globale qui ne dirait pas son nom ?

Ce que je propose est une nationalisation du capital, mais **l'entreprise reste privée**, (ou publique si mieux adapté que le privé)

J'ai calculé qu'en France, un impôt unique de 3% sur les 10% les plus riches permettrait de sortir les 10% les plus pauvres de la misère et d'augmenter tous les autres de 0.7% (calcul basé sur les revenus 2008/2011). N'est ce pas plus simple de voter ce nouvel impôt unique ?

Les possibilités de l'impôt sont relativement dérisoires, et il y aura toujours moyen d'y échapper, d'autant plus facilement que l'on est fortuné.

Il convient d'abord de saisir la logique des différents systèmes pour en percevoir l'intérêt.

Ensuite étudier plus avant avec des moyens que je n'ai pas.

Pour n'importe quel projet, on réfléchit d'abord à une stratégie adaptée. Du jour où cela devient envisageable, on y met les moyens pour concrétiser... C'est à la collectivité d'en décider.

A noter :

Jamais le système économique n'a encore été pensé. Si ce n'est par les seuls propriétaires auto proclamés!

Dans le système proposé, pour profiter au mieux des biens communs, chacun sera conduit à en offrir le meilleur prix, et donc à spontanément enrichir la collectivité! Ce qui est un principe vertueux.